

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE de LAURENS

DOSSIER : N° PA 034 130 20 H0002 M03

Déposé le : 15/05/2024

Dépôt affiché le : 15/05/2024

Complété le :

Demandeur : COMMUNE DE LAURENS

Nature des travaux : Modification du règlement intérieur et du cahier des charges

Sur un terrain sis à : Route Départementale n°136 à LAURENS (34480)

Référence(s) cadastrale(s) : 34130 E 0668, 34130 E 668

ARRÊTÉ

accordant un Permis d'Aménager Modificatif avec prescriptions au nom de la commune de LAURENS

Le Maire de la Commune de LAURENS

VU la demande de permis d'aménager présentée le 15/05/2024 par COMMUNE DE LAURENS,
VU l'objet de la demande

- pour Modification du règlement intérieur et du cahier des charges ;
- sur un terrain situé Route Départementale n°136 à LAURENS (34480) ;
- pour une surface de plancher créée de 0 m²;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 22/06/2007- modifié le 06/10/2008 et le 13/12/2010, la révision simplifiée en date du 07/11/2011 et sa modification simplifiée en date du 03/09/2012 ;

Vu la règlementation du PLU en zone AUE ;

Vu le permis d'aménager numéro PA 034 130 20 H0002 portant sur la création de 5 lots à vocation d'activité avec habitation,

Vu le permis d'aménager numéro PA 034 130 20 H0002 M01 portant sur la modification du parcellaire et du réseau pluvial,

Vu le permis d'aménager numéro PA 034 130 20 H0002 M02 portant sur une modification de la surface de plancher autorisée destinée à l'habitation, la modification du règlement, du plan de composition et la suppression de la servitude sur le lot 5,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28/03/2024, acceptant la modification,

ARRÊTE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à apporter la modification au permis d'aménager « Parc d'activité du Commandant Levère » portant sur la suppression de l'architecte coordinateur qui ne sera plus consulté.

Article 2 : Le présent arrêté n'apporte aucun changement à la période de validité du permis d'aménager d'origine, dont les prescriptions et autres obligations sont maintenues.

LAURENS, le 16/05/2024

Le Maire,
François ANGLADE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.